



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## énergies renouvelables

Question écrite n° 43411

### Texte de la question

Mme Marie-Jo Zimmermann attire l'attention de M. le ministre délégué à l'industrie sur le fait qu'actuellement EDF est obligée d'acheter l'électricité éolienne à 8,38 centimes d'euro le kWh, ce qui est un prix beaucoup plus élevé que le prix de revient général de l'électricité (3,05 centimes par kWh). Elle souhaiterait qu'il lui indique s'il ne pense pas que, finalement, ce sont de la sorte les abonnés à EDF qui payent indirectement la rente de situation consentie aux promoteurs de l'énergie éolienne. Par ailleurs, elle souhaiterait également savoir si, dans une logique de protection de l'environnement, d'autres solutions ne seraient pas plus performantes et moins coûteuses que l'énergie éolienne ; c'est notamment le cas de la filière des biocarburants.

### Texte de la réponse

Le développement des énergies renouvelables et la diversification des modes de production d'électricité figurent parmi les objectifs de la politique énergétique française. Pour favoriser le développement des énergies renouvelables, la loi du 10 février 2000 sur le service public de l'électricité prévoit que diverses installations pourront bénéficier de l'obligation d'achat, par EDF ou les distributeurs non nationalisés, de l'électricité produite. Les tarifs de l'obligation d'achat concernant l'éolien terrestre, définis par l'arrêté du 22 juin 2001, sont équilibrés, en premier lieu pour assurer une juste rentabilité pour les installations, en second lieu pour limiter l'effort de la collectivité. Les installations bénéficient ainsi d'une rémunération de l'énergie produite, élevée pendant les seules cinq premières années, de l'ordre de 83,8 euros par MWh. Par la suite, d'une part, au-delà d'une première tranche de 1 500 MW, une diminution d'environ 10 % est appliquée aux tarifs ; d'autre part, chaque année, une baisse de 3,3 % en euros constants est imposée aux nouvelles installations, pour traduire la baisse des coûts due au progrès technique ou au développement de la filière. Par ailleurs, compte tenu de leur intérêt spécifique en matière de lutte contre l'effet de serre, l'État soutient le développement des biocarburants en encourageant l'amélioration de la compétitivité de la filière. Ainsi, l'article 1er du projet de loi d'orientation sur l'énergie, adopté le 10 juin 2004 par le Sénat en première lecture, précise que dans le respect de l'environnement, l'État crée, par l'agrément de capacités de production nouvelles, les conditions permettant de porter à 2 % d'ici au 31 décembre 2005 et à 5,75 % d'ici au 31 décembre 2010 la part des carburants renouvelables, calculée sur la base de la teneur énergétique, dans la quantité totale d'essence ou de gazole mise en vente sur le marché national à des fins de transport.

### Données clés

**Auteur :** [Mme Marie-Jo Zimmermann](#)

**Circonscription :** Moselle (3<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 43411

**Rubrique :** Énergie et carburants

**Ministère interrogé :** industrie

**Ministère attributaire :** industrie

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 13 juillet 2004, page 5252

**Réponse publiée le** : 2 novembre 2004, page 8664